

# Triomphe du Néo-Socialisme

Ce n'est plus de la colère, c'est de la honte qu'on éprouve en songeant à ce Conseil national du 12 mars où Léon Blum fit acclamer sa formule revue et élargie : De Thorez à Marin (ou à Flandin).

Certes, au lieu de l'enthousiasme dont parle la Presse il y avait surtout une morne stupeur parmi ces délégués qui venaient de recevoir, comme un coup de massue, la nouvelle de l'Anschluss; le seul enthousiaste était certainement Zyromski, qui, trouvant enfin sa voie, marchait à pleins godillots dans l'Union sacrée; mais les nouvelles d'Autriche rendirent simplement plus facile à Blum l'opération qu'il avait déjà tentée, et qu'il aurait cherché à réaliser en tout état de cause.

Tout l'exposé de Blum avait pour but de montrer qu'en dépit de ses efforts un gouvernement de Front populaire était impossible, par suite du refus des radicaux d'admettre la participation communiste. Un gouvernement purement socialiste étant jugé par lui ridicule, il ne restait plus, pour empêcher l'union nationale, qu'à la faire nous-mêmes!

Les événements extérieurs rendaient la décision plus urgente, mais ne changeaient rien aux données du problème. Ce qui prouve qu'une capitulation en entraîne toujours une autre plus grave, et que Léon Blum et le Parti, qui avaient capitulé sur la question d'Espagne, puis sur le contrôle des changes, puis sur la pause, puis devant le Sénat, étaient amenés logiquement à capituler devant les radicaux.

Mais pourquoi toutes ces capitulations? Par faiblesse de caractère, d'abord, mais aussi et surtout par erreur de tactique. La tactique purement parlementaire était totalement impuissante à permettre le triomphe des ennemis, avoués ou sournois, du Front populaire. Et lorsqu'on oublie que la seule force sur laquelle pouvait s'appuyer un gouvernement de Front populaire, c'était la classe ouvrière organisée, on en est forcément conduit à renier les principes fondamentaux du socialisme, inscrits dans la charte du Parti.

J'exagère? Il suffisait d'entendre Blum parler des intérêts « nationaux », dire qu'il fallait être dans l'union nationale pour pouvoir protéger la classe ouvrière, il suffisait d'entendre Zyromski dire qu'il ne voulait pas couper le prolétariat de la nation, et P. Faure dénoncer les « vieilles formules » bonnes en 1905, mais non aujourd'hui.

J'ai relu à ce moment la résolution d'Amsterdam, que nous avons tous en poche, dans notre carte de Parti : « Le Congrès repousse (ou répudie) de la façon la plus énergique, les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe... etc. » Que chacun en fasse autant et jure.

Et quand on voit Blum déclarer à Flandin et à ses amis qu'il y a sans doute, entre eux et nous, des points de friction (!) mais aussi des points communs, on comprend les félicitations que lui a adressées M. de Kérillis (qui n'est plus le vidame, d'ailleurs, mais un adversaire capable de décerner des brevets de patriotisme, en attendant d'être un sincère républicain).

Quant au Populaire, il s'indigne et s'étonne de voir « les représentants du grand patronat, de la Banque et de la métallurgie faire passer leurs intérêts égoïstes de classe avant l'intérêt du pays ». Les vilains! A-t-on idée de tenir encore à des intérêts de classe! Ce n'est pas des socialistes (formule 1938) qui oseraient en venir là!

Renaudel, Déat, Marquet, sont bien vengés. Ils ont eu raison quelques années trop tôt, simplement.

Et en attendant de voir appliquer au pays la formule : ordre, autorité, nation, nous avons eu, le 12 mars, un avant-goût de la démocratie dont nous jouirons bientôt dans le Parti : moins de dix minutes de discussion — dix lignes dans le Populaire pour les thèses des opposants à l'union nationale.

Le Parti accepte-t-il tout cela? C'est à lui de le dire, en commençant par imposer un Congrès national extraordinaire dont plusieurs délégués ont demandé la convocation à bref délai.

En attendant, les conséquences de la manœuvre se développent : Flandin ayant refusé la main que lui tendait Blum, ce dernier se déclare prêt à remanier son ministère dès que Flandin et ses amis, ces sincères républicains, voudront bien y entrer. Mais ils n'y entreront pas! Et quand le Sénat (ou la spéculation, qu'on se garderait bien de gêner) aura mis fin à ce ministère de transition, viendra enfin après un ou plusieurs ministères analogues le grand ministère d'union sacrée, présidé par Herriot ou Daladier, auquel nous serons logiquement ame-

## Comprendra-t-on avant ?

Oui, comprendra-t-on avant qu'il ne soit trop tard, la grosse erreur que le Conseil national du 12 mars a autorisée Léon Blum à commettre?

Cependant, camarades de la majorité, qui êtes si susceptibles sur ce que vous appelez les écarts de la Gauche révolutionnaire de maintenant et de tous ceux qui n'étaient pas de votre tendance en tous temps, comment ne vous sentez-vous pas humiliés du refus catégorique des partis de droite à collaborer à l'Union nationale autour du Front populaire?

C'est cependant la claire démonstration que cette Union nationale ne peut se faire que contre la classe ouvrière, contre les réformes obtenues par le premier Gouvernement de Front populaire et contre le programme de ce même Front populaire voulu par le suffrage universel.

En douteriez-vous? Eh bien! je suis sûr que notre camarade Léon Blum n'en doute plus, lui, après l'intervention de M. Caillaux au Sénat, qui, une nouvelle fois suivi par la majorité de la Haute Assemblée, vient de refuser au Gouvernement les moyens de faire face à cette fameuse défense nationale et ce contre la volonté quasi unanime de la Chambre.

M. Caillaux est clair quand il dit : « Ce que nous voulons, c'est un Gouvernement d'Union nationale dont vous ferez partie, mais il reste entendu que vous ne le dirigerez point. »

Eh bien non, merci, nous ne voulons pas associer le Parti à la régression sociale et favoriser ainsi l'avènement du Fascisme; nous ne voulons pas d'Union nationale, même si ces messieurs y consentaient, sous la direction socialiste.

Nous voulons la paix, coûte que coûte, et c'est pourquoi nous ne voulons pas préparer la guerre.

Si vous étiez logiques, vous qui êtes pour la défense nationale en toutes circonstances, qui approuvez sans limites toutes les charges de surarmement qui pèsent pourtant si lourdement sur les épaules de la classe ouvrière, vous ne feriez plus cette propagande à grand tapage autour de la Paix, à laquelle vous ne croyez plus.

Faites cesser au plus vite cette tragique équivoque.

Si vous voulez la Paix garantie et appuyée sur un armement colossal, alors ne permettez à vos gouvernements aucune faiblesse, aucune concession aux régimes autoritaires.

Obligez-les à parler le langage énergique qui devrait être celui d'un pays sûr de sa force, laquelle lui permet d'imposer la paix.

Mais dans les actes des gouvernements nous ne voyons pas cette tranquille énergie qui, seule, pourrait justifier ces lourds sacrifices.

Nous voyons, au contraire que, de concessions en concessions, nous allons sur la pente vertigineuse du fascisme.

Nos gouvernements successifs ont laissé Mussolini conquérir l'Ethiopie, fasciser la Tunisie; nous avons laissé Hitler détruire ce qui pouvait

nés à participer, car on ne peut s'arrêter sur la pente savonnée des capitulations.

Blum nous dira encore, à ce moment, que ce n'est pas la même chose qu'avec Poincaré et Doumergue. En effet, le Parti ne s'était pas déshonoré à ce moment.

Inutile de dire que la soumission de la classe ouvrière à la nation ne lui sera même pas payée, l'intérêt national justifiant tous les sacrifices. Inutile de dire que la République espagnole n'y gagnera rien, au contraire.

Et la guerre qui se profile à l'horizon et que cette union sacrée rendra possible, n'aura pas pour but, si elle se fait, la défense de la démocratie ou du socialisme, mais la défense des restes du criminel et absurde traité de Versailles, et des intérêts du capitalisme franco-anglais, qui tiendra tous les leviers de commande.

S. BROUSSAUDIER.

encore rester d'honnêteté dans les rapports internationaux.

Si bien qu'aujourd'hui nous sommes obligés de reconnaître la disparition de l'Autriche de la carte d'Europe en attendant, demain, celle de la Tchécoslovaquie.

Car, j'entends bien que vous ne laisserez pas vos gouvernements entraîner la France dans la guerre pour la défendre.

Et encore par une non-intervention stupide et à sens unique nous avons signé l'arrêt de mort de la République espagnole, ce qui va nous obliger à fortifier notre frontière pyrénéenne et renforcer considérablement notre marine de guerre, pour assurer une sécurité illusoire de nos routes maritimes vers nos colonies.

Ne voit-on pas M. Chamberlain refuser de s'engager à soutenir la France si celle-ci se trouvait entraînée par la question tchécoslovaque?

Alors, camarades de la majorité, un peu de clairvoyance et de courage, il n'est pas encore trop tard pour que ce noir tableau ne devienne pas une réalité achevée.

Pour lutter efficacement pour la Paix, il faut déclarer la guerre à la guerre, c'est-à-dire refaire des grandes démocraties les lumières du monde civilisé en commençant par la nôtre.

Il faut sauver la République espagnole en ouvrant toute grande la frontière pour laisser libre passage à tout son ravitaillement quel qu'il soit, avant que Franco ne l'ait, lui, définitivement fermée.

Il faut dire haut et ferme à Hitler et à Mussolini que nous en avons maintenant assez, que nous voulons vivre dans une Europe paisible et honnête.

Pour arriver à ces buts, il serait fou de compter sur les fascistes ou préfacistes de chez nous, l'Union nationale serait une nouvelle duperie.

Il ne faut pas composer avec eux, il faut les abattre ou ils nous abattront.

Et vous qui ne croyez pas dans la masse quand il s'agit de Révolution, pourquoi y croyez-vous lorsqu'il s'agit de défense nationale?

Elle représente, cependant, notre seule chance de salut. A nous tous, unis dans le Parti, de savoir l'orienter et la conduire vers sa définitive libération. Mais surtout pas avec des bergers bourgeois.

Si vous croyez encore en la Paix, c'est vers l'action directe, vers son émancipation que vous devez l'entraîner, si vous n'y croyez plus, je vous interdis de la plonger dans la misère en lui faisant supporter les frais d'un surarmement qui ne pourra servir qu'à la défense du capitalisme.

C'est pourquoi nous voulons l'entraîner vers la Révolution; vous devez prendre place à nos côtés et, lorsque ensemble nous aurons réalisé la conquête totale du pouvoir, alors on pourra parler défense nationale.

ALLEAUME.

# LES PRINCIPES ? PAS MORTS !

L'union nationale exige, avant même d'être faite, le silence sur ce qui peut diviser ses partisans, troubler l'unité si fragile. D'où les appels à l'unanimité dans le Parti, l'habitude prise de faire dévier les discussions politiques sur le plan sentimental, de substituer aux votes sur des motions, de platoniques ordres du jour de confiance à Léon Blum et de stigmatiser bruyamment ceux qui s'écartent de la ligne générale.

La seule perspective d'union nationale se traduit donc par une recrudescence de la dictature intellectuelle du « chef aimé » et de l'autoritarisme du secrétariat, ainsi que par la nécessité de museler ou d'exclure toute opposition dangereuse. Evolution prévue qui, si l'impossible combinaison finit par réussir, se développera hors du parti et tendra à faire de la nation « unie » une caserne où l'on pensera au commandement des galonnés.

Pour préparer cette unanimité, la voix de la minorité est étouffée dans notre presse, toute la tendance mise à l'index. De quoi est-elle coupable? D'être formée de doctrinaires pédants, d'esprits faux, raisonnant et agissant hors du réel, puisqu'ils s'insurgent contre l'union nationale, et cela au nom des principes mêmes du socialisme! Tels sont les crimes qui nous valent de figurer sur la liste noire de Paul Faure, en compagnie des petits-fils des émigrés de Coblenz et des cagoullards. L'heure, paraît-il, n'est plus aux principes! Sans sourcilier, avec une aisance déconcertante, Gaillard déclare, dans le Populaire : « Tout cela (la liberté assassinée, la justice bafouée, la guerre; autant de faits imprévisibles et déconcertants pour des socialistes, n'est-ce pas?), tout cela, forcément, entraîne un changement dans les idées et dans les attitudes. Il a fallu mettre de côté, pour un temps, nos façons de voir. Il ne faut pas le regretter, parce qu'en vérité, dans la vie, on peut désirer que les choses aillent d'une certaine manière, mais il faut bien qu'on tienne compte des conditions dans lesquelles elles marchent réellement. » Pensée éminemment originale, qui a dû réjouir d'aise le Français moyen, lecteur du *Matin*!

Ainsi donc, nos principes et les règles d'action étudiés, acceptés par les congrès socialistes pour déterminer la vie du Parti, ne valent que pour les périodes de calme, quand la théorie n'est pas menacée d'être mise à l'épreuve des faits. Nos mots d'ordre s'avèrent inactuels, voire dangereux, dès qu'ils tendent à s'inscrire sur le plan pratique! Aucune injure, aucune condamnation plus grave et plus néfaste ne pouvaient être portées sur notre doctrine. Venant d'un adversaire politique ignorant tout du caractère scientifique de l'analyse et des thèses socialistes, nous les eussions méprisées, mais elles émanent d'un des nôtres et elles reflètent un état d'esprit qui, s'il se cache habilement, se manifeste clairement, hélas! dans l'orientation du Parti. Si nous suivions Gaillard dans ses jugements, si nous portions contre nos principes cette accusation gratuite, nous nous interdions de militer. Car il y aurait, pour nous, une grave escroquerie morale à grouper pour l'action, des camarades au nom de maximes révolutionnaires, alors que nous les jugeons inadaptées en temps de crise, au moment précis où elles devraient être notre seul guide et notre espoir. N'en déplaise à Gail-

lard, au risque de passer pour des naïfs, simplistes et primaires, nous estimons que, nécessaire en temps normal, le respect des principes devient indispensable aux heures décisives, que, loin de faiblir, notre fidélité à la doctrine doit s'affirmer quand vient — enfin! — le moment de prendre nos responsabilités.

La pire faillite pour le socialisme n'est pas l'échec dans les faits; ce serait, à notre sens, un fléchissement de notre foi socialiste, un scepticisme désabusé à l'égard de la valeur de nos thèses. Quelle que soit l'étendue de nos erreurs, de nos insuccès, le mal est minime et reste réparable, si les membres du Parti demeurent indéfectiblement attachés à notre charte, à nos principes, s'ils sont prêts à reprendre demain « notre » lutte, « notre » action, celle de leur classe. Mais où puiseront-ils l'ardeur indispensable à la vie militante, si l'on se complait à railler leur foi sincère, le sérieux de l'engagement qu'ils ont contracté en adhérant au Parti, à une organisation révolutionnaire, si on leur démontre que le socialisme, c'est des mots, et qu'à l'abri d'un verbalisme révolutionnaire, on prône une mentalité de radicaux?

Venant après les abdications du Parti, la négation dans l'action de notre doctrine, l'affirmation de Gaillard consacre définitivement l'indiscutable rupture entre les principes et les faits, l'écart toujours plus grand entre la position prise, hier, par nos responsables et celle qu'ils adoptent aujourd'hui.

Rien ne sert de masquer ce dualisme choquant. Il constitue un danger certain pour l'avenir du socialisme. Avec quels sourires désabusés les futurs adhérents aborderont les déclarations écrites de nos théoriciens, lorsqu'ils les confronteront avec leurs actes! Et que penseront-ils de ceux qui auront frappé d'exclusion des camarades, pour être restés fidèles à leurs propres déclarations et à la charte de leur Parti?

A l'heure actuelle, la collaboration avec la bourgeoisie nous vaut déjà l'abandon tragique de nos principes, la violation de nos mots d'ordre les plus formels, le reniement des affirmations les plus solennelles de nos responsables. Que nous coûtera demain l'union nationale? L'enlèvement du mouvement révolutionnaire, le glissement de compromis en compromis, jusqu'au moment où une variation quantitative déclenchera, automatiquement, une transformation qualitative et où notre Parti aura vécu. Ce sera alors la scission dans le mouvement ouvrier. Notre effort d'unanimité à Huyghens ne prévoyait pas une si totale abdicacion. Nous ne nous y associerons pas; nous resterons étroitement attachés à la charte et aux principes socialistes auxquels nous avons adhéré, et s'il nous faut nous défendre contre le secrétariat, nous invoquerons Paul Faure contre Paul Faure, Séverac contre Séverac. En nous condamnant, ils se désavoueront eux-mêmes, une fois de plus!

◆ ◆ ◆

LA DOCTRINE ET LES FAITS :

**SEVERAC  
CONTRE LA COLLABORATION  
DE CLASSE  
(Lettres à Brigitte)**

« Voyez-vous rassemblés, dans un même gouvernement, des hommes qui seraient chargés, les uns de défendre les intérêts du ca-

pitalisme, les autres, les intérêts des travailleurs? Pareille éventualité ne pourrait être admise par nous que si nous pouvions croire que les ministres bourgeois de ce gouvernement seraient assez sots ou assez infidèles à leur classe pour laisser faire les nôtres, ou si nous consentions nous-mêmes que nos ministres à nous fussent là pour n'y rien tenter. Des deux côtés, l'alternative est la même : ou aveuglement, ou trahison. »

*Contre l'alliance gouvernementale.*

« Tout est possible, même les pires choses, et le pire, ici, c'est que des socialistes se trompent assez sur leur tâche et s'illusionnent assez sur leurs forces pour concevoir une alliance gouvernementale avec la bourgeoisie et la possibilité d'une action utile par le moyen de cette alliance monstrueuse. »

*Comment cette « monstrueuse » alliance est-elle possible?*

« Parce que le groupe socialiste au Parlement a son axe plus à droite que le Parti lui-même; parce que beaucoup de socialistes, au lieu de tenir le socialisme pour la suite antithétique du capitalisme, croient à la possibilité de passer lentement de l'un à l'autre, par l'élargissement progressif de la pseudo-démocratie politique en démocratie économique!... »

*Si elle se réalisait, quel serait le devoir des militants?*

« Défaire ce qui aurait été fait? Impossible. Mais en abrégé la durée et en empêcher la répétition » — (à plus forte raison alors, si Séverac veut être logique, empêcher l'aggravation de cette participation.)

« Du spectacle inévitable de l'impuissance des délégués du Parti au gouvernement, nous ferions argument contre les illusions qui auraient rendu ce spectacle possible. Nous tâcherions que le Parti, rapidement déçu par la vanité de cette action, ne se décomposât pas; qu'il perdît le moins possible de la confiance que le prolétariat lui a accordée » !!

*Paul Faure n'était pas moins sévère sur la collaboration des classes. (« Au seul d'une révolution ».)*

*Il fut un temps où Paul Faure s'enorgueillissait d'être fidèle aux principes; ou il était, lui aussi, accusé « d'être figé dans des formules, de demeurer dans le sarcophage de la doctrine marxiste comme des momies » et où il taxait alors ses juges de « partialité de tendance »! La roue tourne...*

*Avec clairvoyance, il analysait les dangers de la désaffection des masses déçues : « On laisse peu à peu s'éteindre les enthousiasmes et la flamme révolutionnaire des premiers jours; les troupes ouvrières sont envahies par le découragement, cependant que les éléments bourgeois et conservateurs se ressaisissent et s'organisent pour la défense et la contre-attaque. Une heure arrive très vite où la collaboration devient néfaste et ne joue plus qu'à notre désavantage. » L'exercice du pouvoir a singulièrement diminué la puissance d'analyse de nos camarades ministres!*

*Qu'attendent-ils pour venir, ainsi qu'ils l'avaient promis à Huyghens, faire le bilan de cette tentative de collaboration? « La matière est révolutionnaire... tout appelle une révolution, la science réclame une révolution. Qu'attendent les hommes? » Oui, qu'attendent-ils? Qu'il était révolutionnaire le socialisme dans l'opposition!...*

Madeleine HERARD.